

## Lettre ouverte aux assemblées syndicales

### **PV 2020: même si la version du Conseil des Etats est acceptée, un référendum syndical s'impose !**

*Les syndicalistes soussigné-e-s appellent l'ensemble du mouvement syndical à lancer un référendum même si les Chambres fédérales devaient adopter, lors du vote final sur "Prévoyance vieillesse 2020" (PV 2020), la version retenue jusqu'ici par le Conseil des Etats.*

- 1. Le projet du Conseil des Etats prévoit l'augmentation à 65 ans de l'âge de la retraite des femmes. Cette mesure n'a rien à voir avec l'égalité entre hommes et femmes! Elle ne ferait que contraindre les femmes à trimer une année de plus, au seul profit du patronat, ou, à défaut, à subir une baisse à vie de leur rente AVS.**
  - En Suisse, les travailleuses et travailleurs sont déjà les champions du monde de la durée du travail: hebdomadaire, annuelle et sur une vie. C'est donc une baisse de l'âge de la retraite, pour toutes et tous, qui devrait être à l'ordre du jour!
  - Toute hausse de l'âge de la retraite est inacceptable: il est parfaitement légitime, après une vie de labeur, de profiter de quelques années pour réaliser de nouveaux projets et avoir enfin du temps pour celles et ceux qu'on aime.
  - Relever l'âge de la retraite des femmes ne ferait qu'accroître la concurrence sur le marché de l'emploi et augmenter le chômage; cela faciliterait donc aussi les attaques patronales contre nos conditions de travail.
  - L'augmentation de l'âge de la retraite des femmes n'est qu'une étape: si PV 2020 entrait en vigueur, le projet consistant à passer à 67 ans pour toutes et tous serait rapidement à l'ordre du jour. Seul moyen de l'éviter: empêcher la mise en œuvre de cette étape.
- 2. Le projet du Conseil des Etats n'apporterait aucune amélioration aux retraité-e-s actuel-le-s (2,3 millions de personnes!).**
  - Le bonus de 70 francs pour les rentes AVS et le déplafonnement, très partiel, de la rente pour les couples ne concerneraient que les futur-e-s bénéficiaires d'une rente AVS. La Constitution fédérale serait ainsi toujours bafouée. Elle postule en effet que les rentes AVS doivent "couvrir les besoins vitaux de manière appropriée", ce qui est loin d'être le cas du moment où leur moyenne est de 2000 francs par mois.
  - Au vu de l'explosion sans fin des primes maladie, le blocage des rentes se traduirait par la poursuite de la baisse du pouvoir d'achat des retraité-e-s, ce d'autant qu'ils/elles devraient faire face aussi à la hausse de la TVA, l'impôt le plus antisocial, et, pour une partie d'entre eux/elles, aux coupes envisagées dans les prestations complémentaires.
- 3. Le projet du Conseil des Etats ne garantirait pas le "maintien du niveau des rentes" pour les futur-e-s retraité-e-s, du moins pour la majorité d'entre eux/elles.**
  - Pour les femmes, le "maintien du niveau des rentes" serait une chimère. Elles reçoivent, en moyenne, une rente AVS de 2000 francs. Le relèvement à 65 ans de l'âge de la retraite les priverait dès lors de 24 000 francs. Avec le supplément AVS de 70 francs par mois, elles toucheraient 840 francs de plus par année. Il faudrait qu'elles vivent jusqu'à 94 ans pour récupérer la perte due à l'augmentation de l'âge de la retraite...
  - Toute projection quant au niveau des rentes dans 20 ou 30 ans est aléatoire. Si PV 2020 passait la rampe, il est certain que les milieux patronaux reviendraient à la charge pour réduire encore davantage le taux de conversion minimum. De même, ils continueraient à imposer des baisses du taux de conversion appliqué sur la part surobligatoire. Enfin, le taux d'intérêt crédité sur les avoirs vieillesse, qui a déjà été divisé par quatre en l'espace de 15 ans, pourrait subir de nouvelles diminutions. Bref, les promesses du 2<sup>e</sup> pilier n'engagent que celles et ceux qui y croient.

- Même si une petite minorité de futur-e-s retraité-e-s ne subirait pas de baisse de rente, à quoi bon crier victoire? Depuis quand le mouvement syndical doit-il se contenter de défendre le statu quo alors que la répartition des richesses est de plus en plus inégalitaire suite à l'explosion de la part accaparée par les grands patrons et actionnaires au cours des deux dernières décennies?

**4. L'entrée en vigueur du projet du Conseil des Etats se traduirait par une diminution du salaire net, en particulier pour les bas salaires.**

- Une assistante de vente de 39 ans à 50% avec un salaire mensuel brut de 2100 francs (x 12) verrait sa cotisation au 2<sup>e</sup> pilier augmenter de 50 francs par mois, d'où une perte de 600 francs par année.
- Ces coupes – qui concerneraient majoritairement, une fois de plus, les femmes – seraient aggravées par la hausse de la TVA et des primes maladie, face à laquelle les rares et maigres indexations des salaires ne feraient pas le poids.

**5. Le projet du Conseil des Etats ne remettrait en rien en cause le marché lucratif que représentent le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> piliers pour les banques et assurances. Au contraire, il accroîtrait leurs profits.**

- Le niveau des rentes AVS demeurerait nettement insuffisant tandis que les privilèges fiscaux du 2<sup>e</sup> et du 3<sup>e</sup> piliers, notamment pour le patronat et les hauts revenus, perdureraient. Or, ce sont deux facteurs décisifs pour stimuler des rachats de cotisations dans le 2<sup>e</sup> pilier et des versements pour le 3<sup>e</sup> pilier, qui continueraient donc de plus belle.
- Le taux de la quote-part des bénéfices que les compagnies d'assurance peuvent conserver ("legal-quote") ne serait pas non plus modifié, même pas à la marge, d'où la poursuite du pillage des rentes de leur part.
- La baisse du taux de conversion rendrait le marché du 2<sup>e</sup> pilier plus rentable, alors que la progression du volume des capitaux sous gestion, suite à la hausse des cotisations, permettrait aux banques et assurances d'encaisser des commissions accrues.

**Le défaitisme n'est pas de mise. Nous pouvons gagner! Comme le prouve la RIE III, une bataille menée par le mouvement syndical et les partis de gauche peut être victorieuse. Et si l'on gagne cette bataille, les Chambres fédérales devront concocter un meilleur projet, comme pour la RIE III.**

## Offener Brief an die Gewerkschaftsversammlungen

### **AV 2020: Selbst wenn die Lösung des Ständerats durchkommt, drängt sich ein Referendum der Gewerkschaften auf!**

*Die unterzeichnenden Gewerkschafterinnen und Gewerkschafter rufen die ganze Gewerkschaftsbewegung auf, ein Referendum zu lancieren, selbst wenn die eidgenössischen Räte in der Schlussabstimmung über die "Altersvorsorge 2020" (AV 2020) den Lösungsvorschlag des Ständerats annehmen sollten.*

#### **6. Der Vorschlag des Ständerats sieht eine Erhöhung des Frauenrentenalters auf 65 Jahre vor. Eine solche Massnahme hat nichts mit der Gleichstellung von Mann und Frau zu tun! Sie wird die Frauen zwingen, zum Nutzen der Arbeitgeber ein Jahr länger zu schuften oder andernfalls eine lebenslange Kürzung der AHV-Rente in Kauf zu nehmen.**

- Die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in der Schweiz sind jetzt schon Weltmeister, was die Arbeitszeiten anbelangt, ob Wochen-, Jahres- oder Lebensarbeitszeit. Auf der Agenda müsste vielmehr eine Senkung des Rentenalters für alle stehen!
- Jede Erhöhung des Rentenalters ist inakzeptabel: Nach einem langen Arbeitsleben ist es absolut legitim, einige Jahre für sich zu haben, um neue Projekte zu realisieren oder endlich Zeit für seine Liebsten zu haben.
- Eine Anhebung des Frauenrentenalters führt nur dazu, dass die Konkurrenz auf dem Arbeitsmarkt verschärft und die Arbeitslosigkeit erhöht wird; zudem hätten die Arbeitgeber ein einfacheres Spiel, unsere Arbeitsbedingungen zu attackieren.
- Die Erhöhung des Frauenrentenalters ist nur eine erste Etappe: tritt AV 2020 in Kraft, wird schon bald eine Erhöhung auf 67 für alle auf dem Plan stehen. Der einzige Weg, dies zu verhindern, ist die Umsetzung der jetzigen Etappe abzuwehren.

#### **7. Der Vorschlag des Ständerats würde keinerlei Verbesserung für die jetzigen Rentner bringen (2,3 Millionen Personen!).**

- Der Zuschlag von 70 Franken und die geringfügige Anhebung des Plafonds für Ehepaarrenten gelten nur für künftige Bezügerinnen und Bezüger einer AHV-Rente. Die Bundesverfassung würde dadurch verletzt werden. Sie postuliert nämlich, dass die Renten der AHV "den Existenzbedarf angemessen zu decken" haben; davon sind wir bei einer Durchschnittsrente von 2000 Franken weit entfernt.
- Angesichts der endlosen Prämienexplosion in der Krankenversicherung würde die Rentenblockierung zu einem weiteren Kaufkraftverlust der Rentnerinnen und Rentner führen, umso mehr, als auch die unsozialste Steuer, nämlich die Mehrwertsteuer, erhöht würde und ein Teil der Betroffenen mit Kürzungen bei den Ergänzungsleistungen rechnen müssten.

#### **8. Der Vorschlag des Ständerats würde die "Beibehaltung des Rentenniveaus" zumindest für die Mehrheit der künftigen Rentnerinnen und Rentner nicht garantieren.**

- Für die Frauen wäre eine "Beibehaltung des Rentenniveaus" ein Trugbild. Im Durchschnitt erhalten sie eine AHV-Rente von 2000 Franken. Eine Erhöhung des Rentenalters würde ihnen somit 24'000 Franken entziehen. Mit dem AHV-Zuschlag von 70 Franken pro Monat bekämen sie 840 Franken mehr pro Jahr. Sie müssten

also 94 Jahre alt werden, um den Verlust durch die Erhöhung des AHV-Alters wettzumachen...

- Jede Projektion des Rentenniveaus in 20 oder 30 Jahren ist ein Zufallsprodukt. Sollte sich die AV 2020 durchsetzen, werden die Arbeitgeberkreise mit Sicherheit nachfassen, um den Mindestumwandlungssatz nochmals zu reduzieren. Ebenso werden sie weitere Senkungen des Umwandlungssatzes für den überobligatorischen Teil durchsetzen. Schliesslich könnten die Zinsen auf den Altersguthaben, die im Verlauf von 15 Jahren bereits auf einen Viertel geschrumpft sind, weitere Kürzungen erleiden. Kurz gesagt machen die Versprechen der 2. Säule nur diejenigen selig, die an sie glauben.
- Selbst wenn eine kleine Minderheit der zukünftigen Rentnerinnen und Rentner keine Rentenkürzung erleiden sollte, besteht kein Grund zum Jubeln. Wie lange schon muss sich die Gewerkschaftsbewegung damit begnügen, den Status quo zu verteidigen, während die explodierenden Vergütungen der Topmanager und Aktionäre in den letzten zwanzig Jahren zu einer immer ungerechteren Verteilung des Reichtums geführt haben?

**9. Die Inkraftsetzung des Vorschlags des Ständerats würde zu einer **Reduktion des Nettolohnes** führen, insbesondere für die tiefen Löhne.**

- Eine 39-jährige Verkaufsassistentin mit einem 50%-Pensum zu einem monatlichen Bruttolohn von 2100 Franken (x 12) müsste eine Erhöhung der BVG-Prämie von 50 Franken pro Monat hinnehmen, würde also 600 Franken pro Jahr verlieren.
- Zu diesen Kürzungen – die einmal mehr vor allem die Frauen treffen – käme erschwerend die Erhöhung der Mehrwertsteuer und der Krankenversicherungsprämien dazu, was mit der raren und mageren Indexierung der Löhne nicht ausgeglichen werden könnte.

**10. Der Vorschlag des Ständerats würde den für die Banken und Versicherungen lukrativen Markt der 2. und 3. Säule in keiner Weise in Frage stellen. Im Gegenteil, er würde ihre Profite steigern.**

- Das Niveau der AHV-Renten bliebe deutlich unzureichend, während die steuerlichen Privilegien der 2. und 3. Säule vor allem für Arbeitgeber und Leute mit hohem Einkommen weiterbestünden. Also zwei entscheidende Faktoren zur Förderung von Beitragseinkäufen in die 2. Säule und Einzahlungen in die 3. Säule, die also munter weitergingen.
- Der Gewinnanteilsatz, den die Versicherungsgesellschaften behalten können ("legal-quote") würde nicht geändert werden, auch nicht die Marge, so dass der Rentenklau der Versicherungen weitergeht.
- Die Senkung des Umwandlungssatzes würde die Geschäfte im Markt der 2. Säule noch rentabler machen, während der Anstieg des Volumens an verwalteten Vermögen als Folge der Prämienhöhung dazu führen würde, dass die Banken und Versicherungen grössere Kommission einkassieren.

**Schwarzmalerei ist nicht angebracht. Wir können gewinnen! Wie die USR III zeigt, kann eine von der Gewerkschaftsbewegung und den linken Parteien geführte Kampagne siegreich sein. Gewinnen wir diesen Kampf, müssen die eidgenössischen Räte eine bessere Vorlage erarbeiten, wie für die USR III.**

**Signataires :**

Al-Amine Jamal, responsable du secteur tertiaire, Unia Genève  
Alcaraz Patricia, secrétaire syndicale chez syndicom  
Anor Albert, président SSP-GE  
Arnaud Cathy, déléguée syndicale Audemars Piguet, présidente du Comité des horlogers vaudois  
Bailat Ariane, secrétaire SSP – Région Genève  
Bandiera Umberto, coordinateur romand secteur Transports Unia  
Beaud Richard, président de la commission syndicale Nestlé Suisse  
Bédard Mickaël, délégué syndical Dubois Depraz  
Borloz Valérie, secrétaire de l'Union syndicale vaudoise  
Bossard Amélia, déléguée au Comité de Région et au Comité de Directeur du SSP Genève  
Bovolenta Michela, secrétaire centrale SSP  
Brandimarte Katia, secrétaire de la section Riviera-Est vaudois Unia Vaud  
Brunner Fabienne, responsable Romandie de syndicom  
Burri Virginie, secrétaire SSP – Région Fribourg  
Cabeza Diego, président SIT  
Cajeux Marie-Ginette, membre du comité de section Vallée de Joux  
Carobbio Pietro, co-secrétaire régional Unia Vaud  
Cattani Manuela, co-secrétaire générale SIT, présidente CGAS  
Chaperon Fabrice, secrétaire de la section de La Côte Unia Vaud  
Chena Basanta Joana, secrétaire SSP – Région Jura  
Colella Maurizio, secrétaire de la section de Lausanne Unia Vaud  
Damas Laetitia déléguée syndicale Montres Breguet.  
De Filippo Davide, co-secrétaire général SIT  
De Mallac Thierry, président faitier de l'AGEEP  
De Sousa Jeronimo, secrétaire de la section du Nord vaudois Unia Vaud  
Defferrard Yves, co-secrétaire régional Unia Vaud  
Ducrest François, président de l'Union syndicale de Fribourg  
Escribano Juan, président SSP – Région Jura  
Fankhauser Christian, secrétaire syndical SEV  
Fernandes Alberto Jacques, vice-président SIT  
Ferraz Ana Paula, vice-présidente SIT  
Fovanna Dominique, responsable du secteur tertiaire Unia Vaud  
Friedli Catherine, secrétaire SSP – Région Fribourg  
Furrer Sabine, secrétaire SSP – Région Genève  
Gaille Patricia, responsable des finances et de l'administration Unia Vaud  
Golay Camille, secrétaire syndicale Unia Vaud  
Goube Pascal, président de la commission du personnel Jaeger-Lecoutre  
Greffet Pascal, délégué syndical Jaeger-Lecoutre  
Gygax David, secrétaire SSP – Région Vaud  
Hanane Faloussi, déléguée syndicale Vacheron Constantin  
Henauer Xavier, vice-président de la région d'Unia de Genève  
Landry Abdou, secrétaire syndicat Unia  
Leiser Maude, responsable du personnel Unia Vaud  
Lyet Arnaud, délégué syndical Montres Breguet  
Martin Philippe, secrétaire central SSP  
Martins Alexandre, responsable des campagnes et de la formation Unia Vaud  
Mbaye Christine, secrétaire SSP – Région Jura  
Michel Anne, comité directeur et commission femmes SSP Geneve  
Milka Ivanovic, secrétaire de l'Union syndicale fribourgeoise  
Monney Vanessa, secrétaire SSP – Région Vaud  
Mugny Joël, Secrétaire coordinateur Syna Genève  
Mugny Yves, responsable du secteur bâtiment, Unia Genève  
Müller Wolfgang, président SSP – Région Fribourg  
Nicolaus Denis, délégué syndical Blancpain  
Nista Mike, Président du comité régional Unia Vaud  
Nista Mike, président Unia région Vaud et président commission du personnel Sapal, groupe Bosch  
Oliboni Virginie, secrétaire SSP – Région Jura  
Parmentier Danielle, présidente de la région d'Unia de Genève  
Patino Alex, Syndicom secrétaire régional Responsable romand Industrie graphique et emballage  
Pedrosa Maria, secrétaire SSP – Région Vaud  
Pelet Noé, responsable du secteur industrie Unia Vaud  
Pelizzari Alessandro, secrétaire régional Unia Genève

Pierella Umberto , vice-président de la région d'Unia de Genève  
Ramuz Raphaël, secrétaire régional SSP-Vaud  
Reymond Claude, secrétaire CGAS et membre de syndicom  
Roche Lionel, responsable du secteur artisanat Unia Vaud  
Rodriguez Celio, président de la commission GSK (ex Novartis)  
Rosende Carobbio Beatriz, secrétaire centrale SSP  
Sauvain Thomas, secrétaire Union syndicale jurassienne  
Schweri Michel, responsable de l'Ecole syndicale d'Unia Genève  
Simeth Marc, président du Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné  
Sisto Vincenzo, président groupe intérêt migrants UNIA Vaud  
Solano Valérie, secrétaire syndical SEV  
Soldini Agostino, secrétaire central SSP  
Stoyer Timo, président de la commission syndicale Nestlé Waters  
Tabary Catherine, secrétaire syndicale, syndicom  
Tschanz Mélinda, syndicaliste à Unia Vaud et militante à Feminista  
Varone Joël, secrétaire syndical Unia Genève  
Vuillomenet Henri, membre du comité de section Unia Neuchâtel et membre de l'Assemblée des délégué.e.s  
Zürcher René, Président de section, SEV, AS Ouest  
Zurkinden Gaétan, secrétaire SSP – Région Fribourg  
Zurkinden Guy, rédacteur journal SSP